

**AVIS AUX MEMBRES : ACTION COLLECTIVE CONTRE
L'ARÉNA DES CANADIENS INC. (« evenko »)**

AUX À TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ACHETÉ UN BILLET DE LA DÉFENDERESSE (INCLUANT SOUS LE NOM EVENKO) ET QUI ONT PAYÉ DES FRAIS DE « BILLET ÉLECTRONIQUE », DES FRAIS DE CUEILLETTE À LA « BILLETTERIE », DES FRAIS DE « BILLET MOBILE », DES FRAIS POUR UN BILLET « TICKETLESS » OU TOUS AUTRES FRAIS DE LIVRAISON POUR RECEVOIR LEURS BILLETS PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE, APPAREIL MOBILE, CUEILLETTE EN PERSONNE À LA BILLETTERIE OU POUR UTILISER LEUR CARTE DE CRÉDIT EN TANT QUE BILLET DEPUIS LE 3 MAI 2015.

1. **PRENEZ AVIS** que le 27 novembre 2018, l'honorable juge Bisson, j.c.s., de la Cour supérieure du Québec, a autorisé l'exercice d'une action collective contre l'Aréna des Canadiens inc. et a attribué le statut de représentante à Madame Sidel afin de représenter le groupe de personnes décrit comme suit:

Toutes les personnes qui ont acheté un billet de la défenderesse (incluant sous le nom evenko) et qui ont payé des frais de « Billet Électronique », des frais de cueillette à la « Billetterie », des frais de « Billet Mobile », des frais pour un billet « Ticketless » ou tous autres frais de livraison pour recevoir leurs billets par courrier électronique, appareil mobile, cueillette en personne à la billetterie ou pour utiliser leur carte de crédit en tant que billet depuis le 3 mai 2015;

2. Cette action collective sera exercée dans le district de Montréal.
3. Aux fins de la présente action collective, la demanderesse a élu domicile au cabinet de son avocat situé au:

Mtre. Jeff Orenstein
Consumer Law Group
1030 rue Berri, Suite 102
Montréal (Québec) H2L 4C3
Téléphone : (514) 266-7863 poste 2
Télécopieur : (514) 868-9690
Courriel : jorenstein@clg.org
Site Internet : www.clg.org

4. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont :
 - a) Les frais de livraison payés par les membres du groupe pour un Billet Électronique, la cueillette à la billetterie, un Billet Mobile ou un billet Ticketless constituent-ils de l'exploitation du consommateur et une lésion objective au sens de l'article 8 LPC ?

- b) Les frais pour un Billet Électronique, la cueillette à la billetterie, un Billet Mobile ou un billet Ticketless facturés aux membres du groupe pour recevoir leur billet sont-ils excessifs et déraisonnables de sorte que les clauses permettant d'imposer ces frais sont abusives en vertu de l'article 1437 CcQ?
- c) La clause du contrat relative aux frais de Billet Électronique, la cueillette à la billetterie, Billet Mobile ou de billet Ticketless est-elle nulle, donnant droit aux membres du groupe à un remboursement intégral des montants versés à la défenderesse ?
- d) Dans l'affirmative, les obligations des membres du groupe doivent-elles être réduites et si oui, de combien ?
- e) Une injonction devrait-elle être émise afin d'interdire à la défenderesse de continuer à percevoir ces frais ?
- f) Y-a-t-il lieu d'octroyer des dommages punitifs et, si oui, pour quel montant ?

5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

ACCORDE la demande de la Demanderesse pour le compte de tous les Membres du Groupe;

DÉCLARE la Défenderesse responsable des dommages subis par la Demanderesse et par chaque Membre du Groupe;

DÉCLARE que les frais facturés par la défenderesse à titre de Billet Électronique, cueillette à la billetterie, Billet Mobile et billet Ticketless constituent de l'exploitation du consommateur au sens de l'article 8 LPC;

DÉCLARE que les frais facturés par la Défenderesse à titre de Billet Électronique, cueillette à la billetterie, Billet Mobile et billet Ticketless désavantage les consommateurs ou adhérents de manière excessive et déraisonnable et sont donc en violation de l'article 1437 CcQ;

DÉCLARE abusives et nulles les clauses des contrats de service de la Défenderesse qui prévoient ces frais;

ORDONNE à la Défenderesse de cesser de facturer ces frais;

CONDAMNE la Défenderesse à payer au demandeur et aux membres du groupe des dommages-intérêts compensatoires pour l'ensemble des montants facturés en tant que frais de Billet Électronique, de cueillette à la billetterie, de Billet Mobile et de billet Ticketless;

ORDONNE le recouvrement collectif de tous les dommages-intérêts dus aux Membres du Groupe pour les montants surchargés;

CONDAMNE la Défenderesse à payer aux Membres du Groupe des dommages punitifs de 15.00 \$ par achat et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

CONDAMNE la Défenderesse à payer les intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle prévue par la loi sur les sommes précitées à compter de la date de signification de la demande en autorisation d'exercer une action collective;

ORDONNE que la réclamation de chacun des Membres du Groupe fasse l'objet d'un recouvrement collectif si la preuve permet et alternativement, par recouvrement individuel;

CONDAMNE la Défenderesse à payer les coûts encourus dans la présente instance, incluant les coûts des pièces, les coûts des avis, les coûts de gestion des réclamations et les frais d'expertise, le cas échéant, incluant les frais d'expertise nécessaires pour établir le montant de l'ordonnance du recouvrement collectif;

6. **Si vous souhaitez vous exclure** de la présente action collective, vous devez en aviser le greffier de la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, et ce, au plus tard le **1 mars, 2019** via courrier recommandé ou certifié à l'adresse :

Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec,
H2Y 1B6.

Vous devez mentionner que vous souhaitez vous exclure de l'action collective intentée par *Sidel c. l'Aréna des Canadiens inc.* (numéro de cour 500-06-0008924-189).

7. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure du groupe, à moins d'une autorisation spécifique du Tribunal, est le **1 mars 2019**.
8. Un membre du groupe qui n'a pas demandé son exclusion sera lié par tout jugement qui pourrait être rendu dans le cadre de l'action collective qui sera instituée et ce, tel que prévu par la loi.
9. **Si vous souhaitez être inclus** dans l'action collective, **vous n'avez rien à faire**.
10. En tant que membre du groupe, vous avez le droit d'intervenir dans la présente action collective, et ce, de la manière prévue par la loi.
11. Un membre qui n'est pas un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'action collective.

12. Pour plus d'informations, vous pouvez contacter l'avocat du groupe indiqué ci-dessous. Votre nom et l'informations fournis resteront confidentiels. Veuillez ne pas contacter evenko ou les Juges de la Cour supérieure.

Consumer Law Group

Me Jeff Orenstein
1030 rue Berri, Suite 102
Montréal (Québec) H2L 4C3

Téléphone : (514) 266-7863 poste 2
Courriel: jorenstein@clg.org
Site Internet: www.clg.org

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES A ÉTÉ APPROUVÉ ET
ORDONNÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.**

**NOTICE TO MEMBERS: CLASS ACTION AGAINST
L'ARÉNA DES CANADIENS INC. ("evenko")**

NOTICE TO ALL PERSONS WHO PURCHASED A TICKET FROM THE DEFENDANT (INCLUDING UNDER THE NAME EVENKO) AND WHO PAID AN "ELECTRONIC TICKET" FEE, A "WILL CALL - BOX OFFICE PICKUP" FEE, A "MOBILE TICKET" FEE, A "TICKETLESS" FEE, OR ANY OTHER DELIVERY FEE TO RECEIVE THEIR TICKETS VIA EMAIL, MOBILE DEVICE, PHYSICAL PICKUP, OR TO USE THEIR CREDIT CARD AS A TICKET SINCE MAY 3, 2015.

1. **TAKE NOTICE** that on November 27, 2018, the Honourable Mr. Justice Bisson of the Superior Court of Québec authorized the bringing of a class action against l'Aréna des Canadiens inc. and appointed the status of representative plaintiff to Ms. Sidel to act on behalf of the class of persons described as:

All persons who purchased a ticket from the Defendant (including under the name evenko) and who paid an "Electronic Ticket" fee, a "Will Call - Box Office pickup" fee, a "Mobile Ticket" fee, a "Ticketless" fee, or any other delivery fee to receive their tickets via email, mobile device, physical pickup, or to use their credit card as a ticket since May 3, 2015.

2. This class action will be brought in the district of Montreal.
3. For the purpose of this class action, the class representative has elected domicile at her attorney's office located at:

Jeff Orenstein
Consumer Law Group Inc.
1030 Berri St., Suite 102
Montreal, Quebec H2L 4C3
Phone: (514) 266-7863 ext. 2
Fax: (514) 868-9690
Email: jorenstein@clg.org
Website: www.clg.org

4. The principal questions of facts and law that will be dealt with collectively are:
 - a) Do the Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, or Ticketless fees paid by the Class Members constitute exploitation and objective lesion under section 8 of the CPA?
 - b) Are the Defendant's Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, or Ticketless fees excessively and unreasonably detrimental to Class Members such that the contractual clauses allowing them to charge such fees are abusive under article 1437 of the CCQ?

- c) Is the portion of the contract concerning Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, or Ticketless fees null, entitling Class Members to a full reimbursement of the amounts paid to the Defendant?
- d) In the alternative, must the Class Members' obligations be reduced and if so, by how much?
- e) Should an injunctive remedy be ordered to prevent the Defendant from continuing to charge these fees?
- f) Are Class Members entitled to punitive damages and, if so, in what amount?

5. The conclusions sought in relation to the above questions are as follows:

GRANT Plaintiff's action against Defendant on behalf of all the Class Members;

DECLARE the Defendant liable for the damages suffered by the Plaintiff and each of the Class Members;

DECLARE that the Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, and Ticketless fees charged by Defendant amount to exploitation under article 8 of the CPA;

DECLARE that the Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, and Ticketless fees charged by the Defendant are excessively and unreasonably detrimental to consumers or adhering parties and are therefore in violation of article 1437 of the CCQ;

DECLARE abusive and null the clauses in the Defendant's service agreements which provide for these fees;

ORDER the Defendant to cease from continuing to charge these fees;

CONDEMN the Defendant to pay the Plaintiff and Class Members compensatory damages for the aggregate of the amounts charged as Electronic Ticket, Will Call, Mobile Ticket, and Ticketless fees;

ORDER the collective recovery of all damages owed to the Class Members for the amounts overcharged;

CONDEMN the Defendant to pay to each Class member the sum of \$15.00 per purchase on account of punitive damages, and **ORDER** collective recovery of these sums;

CONDEMN the Defendant to pay interest and additional indemnity on the above sums according to law from the date of service of the application to authorize a class action;

ORDER that the claims of individual Class Members be the object of collective

liquidation if the proof permits and alternately, by individual liquidation;

CONDEMN the Defendant to bear the costs of the present action at all levels, including the cost of all exhibits, notices, the cost of management of claims and the costs of experts, if any, including the costs of experts required to establish the amount of the collective recovery orders;

6. **If you wish to exclude yourself from the class action**, you have to notify the registry of the Superior Court of Quebec, District of Montreal **no later than March 1, 2019**, by registered or certified mail at this address:

Superior Court of Québec, 1 Notre-Dame street East, Montreal, H2Y 1B6.

You must state that you wish to exclude yourself from the class action of *Sidel v. l'Aréna des Canadiens inc.* (case number 500-06-000924-189).

7. The date after which a class member can no longer request his exclusion from the class, unless specifically authorized by the Court, is **March 1, 2019**.
8. A class member who has not requested his exclusion is bound by any judgement that may be rendered in the class action to be instituted in the manner provided for by law.
9. **If you wish to be included** in the class action, **you have nothing to do**.
10. As a class member, you have the right to intervene in the present class action, in the manner provided for by law.
11. No class member other than the representative plaintiff or an intervenor may be required to pay legal costs arising from the class action.
12. For further information, you may contact class counsel listed below. Your name and any information provided will be kept confidential. **Please do not contact evenko or the Judges of the Superior Court.**

Consumer Law Group Inc.

Me Jeff Orenstein
1030 Berri St., Suite 102
Montreal, Quebec H2L 4C3

Phone: (514) 266-7863 ext. 2

Email: jorenstein@clg.org

Website: www.clg.org

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE
SUPERIOR COURT OF QUÉBEC.**